



# LE DÉFI DU **FINANCEMENT**

En Île-de-France, les objectifs élevés de construction de logements visent à répondre à une demande particulièrement forte.

Ils impliquent une production adéquate en équipements publics, et sportifs. Mais cette dernière, confrontée à des problèmes de financements, ne suit pas celle des logements.

\*\*\*\*\*

**Alexandra Cocquière**, juriste urbaniste  
et **Claire Peuvergne**, géographe, directrice de l'IRDS, L'Institut Paris Region

À l'heure où les opérations d'urbanisme se font dans un contexte de maîtrise de l'étalement urbain, de reconstruction de la ville sur la ville et d'objectif « zéro artificialisation », il devient difficile de proposer des réponses standardisées de programmation d'équipements publics comme il en était d'usage<sup>1</sup>. Ainsi, les installations sportives sont de plus en plus intégrées dans des projets mixtes, privilégiant un modèle de ville dense.

On mise également sur la ville intelligente et sa capacité à activer, en temps réel, des espaces (virtuels ou non) sous-utilisés<sup>2</sup>, favorisant la mixité des fonctions pour un même bâti. Il en résulte des opérations d'urbanisme impliquant une grande variété d'acteurs, plus complexes sur le plan technique, juridique et financier.

### LES ÉQUIPEMENTS SPORTIFS RESTENT LES PARENTS PAUVRES DE LA PROGRAMMATION URBAINE

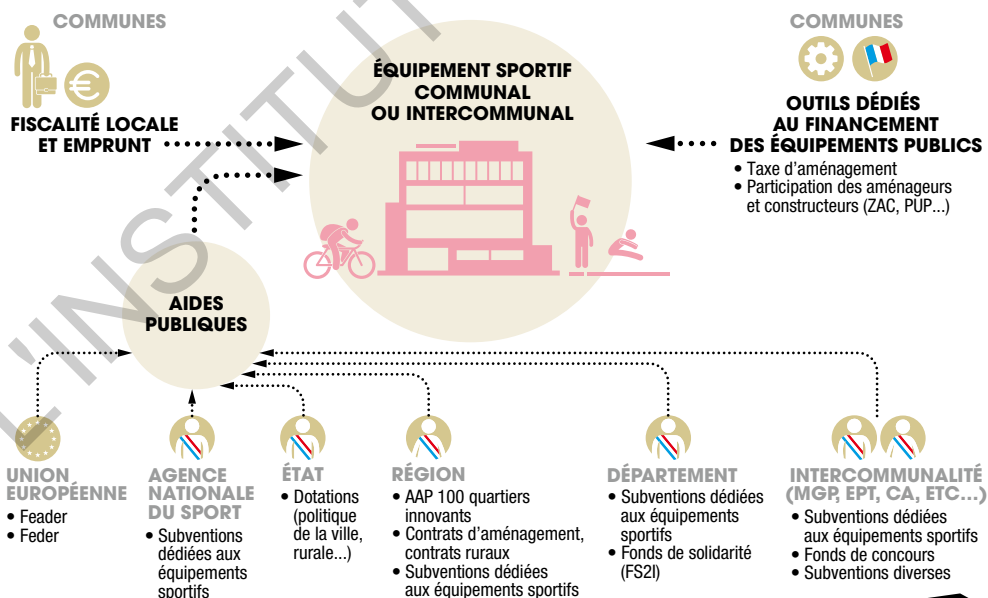
Comment financer les équipements publics dans un contexte de maîtrise de l'étalement urbain et de contraction des moyens financiers publics ?

Pour les collectivités, les premières sources sont la fiscalité locale et l'emprunt. Il existe, à ce titre, des disparités de richesses importantes

entre les collectivités franciliennes. Cependant, différents outils de financement définis par le code de l'urbanisme sont à leur dis-

position : taxe d'aménagement, participations des aménageurs et promoteurs dans le cadre des ZAC, projet urbain partenarial (PUP). Elles peuvent aussi recourir aux aides publiques, du fait du partage de la compétence « sport » entre les différents acteurs institutionnels (cf. schéma ci-dessous)<sup>3</sup>. Si la palette des

## DES SOURCES DE FINANCEMENTS VARIÉES



© L'INSTITUT PARIS REGION, IRDS 2020

Source : L'Institut Paris Region

Pictogramme : © 123rf / Jeremy, L'Institut Paris Region



modes de financement est large, leur mise en œuvre reste complexe pour les collectivités locales.

### ÉVALUER LES BESOINS AVANT DE NÉGOCIER

Les collectivités ont souvent des difficultés à évaluer précisément les besoins présents et à venir en équipements, notamment sportifs, dans le secteur à aménager (déficit de diagnostic), et à apprécier les coûts de construction ou de rénovation futurs. En conséquence, les ressources qu'elles pourraient tirer, notamment de la fiscalité de l'urbanisme et des outils évoqués ci-dessus, sont mal estimées, et au final insuffisantes. Ces difficultés sont d'autant plus grandes que les projets d'aménagement sont sujets à évolution. Les collectivités doivent définir des priorités en fonction des ressources disponibles, qui ne seront pas de même niveau selon la localisation des équipements projetés, dans un secteur économiquement attractif ou non. Sont naturellement privilégiés les réseaux et les équipements scolaires. Pour les autres types d'équipements, les collectivités doivent procéder à des arbitrages et négocier, le cas échéant, autant que possible avec les aménageurs et promoteurs pour les faire participer à leur financement.

### REVISITER L'INGÉNIERIE LOCALE

Les collectivités disposent de capacités d'ingénierie inégales. À cet égard, l'échelon intercommunal permet souvent aux petites communes de contrecarrer cette insuffisance. Les difficultés d'ingénierie peuvent tenir également à un fonctionnement en silo. Ainsi, il peut exister une relative étanchéité entre les services en charge du sport, de l'urbanisme, de la santé, les services techniques, ou encore ceux dédiés à la gestion des finances, etc., qui ne permet pas une approche optimale et intégrée de la programmation et du financement des équipements sportifs. Les personnes compétentes pour la réalisation d'un projet d'aménagement ne le sont pas nécessairement pour poser le diagnostic des besoins sportifs, les croiser avec les autres besoins d'équipements et services, puis

les décliner et les intégrer au projet urbain. Les modèles d'équipements sont souvent reproduits sans réflexion sur des usages potentiels partagés, ni sur une diversification possible des financeurs, y compris en intégrant le secteur privé.

### UNE INTÉGRATION À REPENSER

Dans un contexte de réduction des dotations publiques et d'inégalités fiscales au niveau local, comment réaliser des équipements publics à la hauteur de la production de logements ? Malgré les outils disponibles aujourd'hui, les moyens manquent pour financer l'ensemble des équipements nécessaires, et notamment les équipements sportifs, parents pauvres de la programmation urbaine. Une réflexion doit être engagée pour renouveler l'approche de cette dernière, les carences en la matière contribuant à creuser les inégalités territoriales. Cette réflexion pourrait porter plus largement sur les aides apportées dans le cadre de projets urbains, en insérant par exemple une clause « sport », de la même façon que certaines aides sont conditionnées au respect d'une clause sociale<sup>4</sup>. ■

1. Grille des besoins à satisfaire en équipements dits « normalisés » : grille Dupont éditée en 1958 et ses différentes actualisations dans le courant des années 1960 et 1970.
2. Ces espaces sous-utilisés, momentanément et à un instant T, peuvent être une place de parking, un siège de voiture, mais aussi un créneau d'équipement sportif.
3. La somme des subventions ne pourra cependant excéder 80 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable engagée par le demandeur, avec des dérogations possibles dans le cadre du programme national de rénovation urbaine.
4. Les clauses sociales d'insertion sont un dispositif juridique permettant d'intégrer des considérations liées à la lutte contre le chômage et les exclusions dans les appels d'offres publics. Elles favorisent ainsi l'accès des structures d'insertion par l'activité économique à la commande publique. Elles inspirent également les entreprises pour développer leurs achats responsables.